Les tendances économiques récentes et leurs implications pour l'avenir

Partage international n° 433 – Septembre 2024

par Sébastien Villemot

Au cours des cinq dernières années se sont produits deux chocs majeurs et inattendus : la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Leurs conséquences économiques ont été considérables : fermetures administratives de secteurs entiers durant les confinements ; mesures de chômage partiel ou licenciements massifs, selon les pays ; changements dans les habitudes de travail, avec notamment l'essor du télétravail et une quête de sens renouvelée dans la vie professionnelle ; enfin, perturbation des flux énergétiques, notamment pour les combustibles fossiles produits par la Russie. Cette combinaison de facteurs a entraîné des chutes massives du PIB durant les confinements, une explosion du chômage, une vague inflationniste, des niveaux record de dette publique ainsi que des hausses de taux d'intérêt.

Pourtant, de manière quelque peu surprenante, l'économie a fait preuve d'une résilience remarquable. Le PIB a rebondi après les confinements, l'inflation est revenue à des niveaux plus raisonnables, et les marchés financiers ne se sont pas effondrés malgré une sortie brutale de l'ère de l'argent quasi gratuit. Manifestement, les institutions politiques ont amélioré leur gestion macroéconomique au cours des dernières décennies, tirant les leçons des crises passées. Une fois de plus, le capitalisme s'est adapté et a survécu, démentant jusqu'à aujourd'hui les prédictions datant du XIX^{e} siècle selon lesquelles il s'effondrerait sous le poids de ses propres contradictions.

Le ralentissement de la croissance

Cependant, cette apparente stabilité masque de nombreuses fragilités, en premier lieu le ralentissement de la croissance économique, décennie après décennie. La faiblesse de la croissance semble être devenue la nouvelle norme dans les économies avancées, un état que les économistes qualifient de « stagnation séculaire[1] ». Certes, il ne s'agit pas nécessairement d'une mauvaise nouvelle, car la crise écologique nous impose de renoncer à notre désir collectif de croissance infinie ; il s'agit néanmoins d'un sérieux défi à la viabilité du capitalisme, lequel repose sur une logique d'accumulation.

L'opinion dominante parmi les penseurs et les chefs d'entreprise est que la nouvelle vague d'intelligence artificielle générative (IA) stimulera considérablement la productivité et relancera ainsi la croissance économique pendant des années, voire des décennies. Si l'IA générative est en effet une technologie de rupture dotée d'un important potentiel, elle reste toutefois très loin d'une intelligence de type humain capable de résoudre de nouveaux problèmes. Fondamentalement, il ne s'agit que d'un outil de prévision statistique sophistiqué ; ce n'est, au mieux, qu'une forme d'« intelligence imitative ». Il est déraisonnable de penser que cette technologie entraînera une dynamique économique comparable à celle des révolutions industrielles passées, car son impact sur la croissance future devrait être assez faible[2].

Si la croissance moyenne ralentit, tous les pays ne partagent cependant pas le même sort. L'économie étatsunienne a été remarquablement robuste ces dernières années, en partie grâce aux subventions importantes accordées par l'administration Biden à des secteurs tels que les véhicules électriques, les semi-conducteurs, les énergies renouvelables et l'extraction de minéraux critiques.

Cette politique constitue une rupture avec le dogme néolibéral, lequel considère les marchés privés comme la solution à tous les problèmes, ce qui en fait une évolution intéressante. Cependant, elle apporte son lot de problèmes et, en particulier, elle pourrait ne pas être viable budgétairement sans augmentation de la fiscalité sur les riches. Le déficit et la dette fédéraux gonflent, menaçant de précipiter une crise du financement public.

L'Europe, en revanche, stagne depuis les années 2010, lesquelles ont été sa « décennie perdue » en raison de la mise en œuvre aveugle de politiques d'austérité. La leçon ne semble pas avoir été retenue, puisque la Commission européenne demande un

nouveau cycle de resserrement budgétaire dans les pays membres.

La Chine, principal moteur de la croissance mondiale au cours des deux dernières décennies, ne s'est pas remise de la pandémie et d'une crise immobilière. Son modèle orienté vers l'exportation, basé sur des investissements élevés et une consommation restreinte, ne semble plus viable et doit être repensé pour éviter la stagnation et les troubles sociaux.

La fin de la libéralisation du commerce mondial

Si la relance de la politique industrielle aux Etats-Unis marque une rupture significative par rapport à la période précédente, un autre changement notable est l'inversion de la tendance à la libéralisation du commerce mondial. Ce changement a été initié par l'administration Trump, qui a considérablement augmenté les droits de douane sur les importations chinoises et certaines importations européennes, une politique largement maintenue par l'administration Biden. Bien que les droits de douane et autres instruments de politique commerciale puissent parfois être justifiés pour atteindre des objectifs progressistes, la vague actuelle de protectionnisme est plutôt la conséquence d'une concurrence inter-impérialiste intensifiée dans le contexte de la nouvelle guerre froide entre les Etats-Unis et l'Europe d'un côté, et la Chine et la Russie de l'autre. Cette fragmentation géoéconomique est néfaste sur le plan économique et écologique, notamment parce qu'elle augmente le coût des équipements essentiels à la transition vers des sources d'énergie alternatives. Plus inquiétant encore, elle accroît le risque de confrontation militaire entre puissances impérialistes, comme l'illustrent l'invasion de l'Ukraine et les menaces contre Taïwan. Le monde multipolaire qui émerge pourrait en réalité être plus dangereux que le monde unipolaire antérieur, à moins qu'il ne soit fondé sur la coopération, l'Etat de droit et l'abandon des prétentions à être une « puissance ».

Pauvreté, endettement et inégalité

Au milieu de ces transformations macroéconomiques majeures, les pauvres du monde continuent de souffrir. La lutte mondiale contre la pauvreté a connu des revers importants : après avoir régulièrement diminué entre 1990 et 2019 (bien qu'à un rythme plus lent après 2014), l'extrême pauvreté a augmenté entre 2020 et 2022[3]. Eradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030, l'un des Objectifs de développement durable adoptés en 2015 par la communauté internationale, semble désormais hors de portée.

En outre, l'endettement de nombreux pays à faible revenu a atteint un niveau dangereux, plus de la moitié d'entre eux étant menacés de surendettement. Le remboursement de la dette représente une part de plus en plus insoutenable des recettes publiques de ces pays, les privant de ressources financières cruciales pour atteindre leurs objectifs sociaux et environnementaux.

Dans le même temps, les pays riches ne respectent pas leurs engagements financiers envers les pays pauvres. En 1970, ils se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement (APD), mais en 2023, ils n'en ont consacré que 0,37 %. De plus, l'APD comptabilise des dépenses qui ne profitent pas directement aux pays pauvres (comme les coûts de l'accueil des réfugiés au sein des pays donateurs), et les pays riches utilisent de plus en plus cette aide pour servir leurs propres intérêts géopolitiques plutôt que ceux des pays bénéficiaires[4]. Le déficit de financement pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030 est actuellement estimé entre 3 000 et 4 000 milliards de dollars[5] et il est clair que les pays en développement ne seront pas en mesure de combler ce déficit et d'éviter une catastrophe climatique sans un changement radical d'attitude de la part des plus aisés.

Au sein même des pays riches, les inégalités de revenus et de richesse sont en forte hausse depuis les années 1980, et cette tendance ne s'est pas inversée ces dernières années[6]. L'écart entre les milliardaires et les franges précaires des classes populaires reste à un niveau historiquement élevé, alimentant le ressentiment et l'instabilité politique.

Partage et mobilisation citoyenne

Face à la conjonction du ralentissement économique et de la crise écologique, il devient de plus en plus évident que le seul remède à la pauvreté et aux inégalités est la mise en œuvre d'un partage à l'échelle mondiale. Miser sur la croissance future pour améliorer la situation des plus démunis n'est plus possible, car la croissance a largement disparu, et elle ne serait de toute façon pas écologiquement soutenable si elle revenait. Pour le dire plus trivialement, puisque le gâteau mondial ne peut pas croître beaucoup plus, nous n'avons d'autre choix que de le partager plus équitablement.

Malheureusement, une fraction des riches et des

puissants est déterminée à empêcher cette solution. Ceux-ci sont prêts à utiliser la force brute pour étouffer l'opposition croissante à cet ordre social défaillant et injuste, ce qui explique pourquoi les démocraties dites libérales deviennent de plus en plus autoritaires et répressives. Ils n'hésitent pas à soutenir des politiciens d'extrême droite dont la fonction est de rediriger la colère des citoyens contre les immigrés et les minorités, dans un schéma classique de désignation de boucs émissaires, afin de protéger les véritables responsables de la situation. Dans ce contexte où le capitalisme continue de faire preuve de résilience et où une fraction croissante des classes dirigeantes se radicalise, l'espoir pour l'humanité réside dans la mobilisation des citoyens ordinaires à l'échelle mondiale pour la justice sociale et environnementale.

1 – Pour plus de détails sur la stagnation séculaire, voir *« La "nipponisation" de l'économie mondiale et la crise à venir »*, *Partage international*, mars 2020.
2 – « The Simple Macroeconomics of AI », Daron Acemoglu, NBER Working Paper, 2024.
3 – « Poverty and Shared Prosperity Report 2022: Correcting Course », The World Bank Group.
4 – « Is this what aid was meant to be ? A critical analysis of Official Development Assistance in 2023 », Eurodad network.
5 – « Financing for Sustainable Development Report 2024 », UN Department of Economic and Social Affairs.
6 – World Inequality Database, https://wid.world/

Auteur : Sébastien Villemot, économiste et collaborateur de Share International, basé à Paris (France).
Thématiques : Économie
Rubrique : De nos correspondants